

Divisions du travail médiatique entre journalistes et militants

LAURENT THIONG-KAY
ATER
Université Paris-Est Créteil
LERASS Toulouse 3 – Paul Sabatier
France
laurent.kay@gmail.com



oin d'être réductible à son emblématique Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), l'altermondialisme apparaît, au contraire, au cœur d'une séquence historiquement située de décomposition des partis politiques et syndicats d'obédiences socialistes et marxistes. Inspirés par les préceptes de l'anarchisme (Dupuis-Déri, 2005), les altermondialistes souhaitent rompre avec la forme organisationnelle des appareils. La solidarité internationale, la critique des dysfonctionnements de la démocratie représentative et du système financier, ainsi que les thèmes de la relocalisation des activités productives et de la protection environnementale (Audier, 2017) caractérisent ce « mouvement des mouvements ». De fait, les valeurs, cadres d'injustice, modes d'organisation et répertoires d'actions collectives (Tilly, 1993) de l'altermondialisme infusent durablement le champ de la contestation sociale et politique, jusqu'à s'observer dans les années 2010 à travers le « mouvement des places » (Pleyers, Glasius, 2013), tels qu'*Occupy Wall Street* et les *Indignados*, mais également au centre des luttes écologistes contre les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII)¹, comme Notre-Dame-des-Landes, Roybon, Bure et Sivens, en France. Au sein de ces mobilisations appartenant aux « nouveaux mouvements sociaux » (Neveu, 2011), la permanence de l'influence altermondialiste concerne également l'utilisation du répertoire d'action médiatique et le développement de l'Internet militant (Granjon, 2001).

Pour citer cet article, to quote this article,
para citar este artigo :

Laurent Thiong-Kay, « Divisions du travail médiatique entre journalistes et militants, de l'altermondialisme à Sivens. », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 10, n°1 - 2021, 15 juin - june 15 - 15 de junho.
URL : <http://www.surlejournalisme.com/rev>

Dans cet article, sur le terrain de la lutte contre le barrage de Sivens, nous souhaitons contribuer à l'actualisation des connaissances relatives aux relations qu'entretiennent les acteurs des scènes altermondialistes et post-altermondialistes avec les journalistes (Derville, 1997). Il s'agit pour nous d'évaluer « les conditions de réussite [de cette] mobilisation médiatique » (Marchetti, 1998) en nous penchant tout particulièrement sur le brouillage des frontières qui s'effectue entre journalistes engagés et militants-communicants au cœur de la construction de l'événement politique en ligne (Sebbah, 2017) de l'opposition au barrage. Nous ne nous intéresserons pas au contenu des cadres de la mobilisation - largement hérités de la critique politique altermondialiste - pour nous concentrer sur leurs conditions de production. Celles-ci ont été réunies par l'investissement d'acteurs positionnés diversement dans la cartographie de la controverse : entrepreneurs de mobilisation (Mc Carty, Zald, 1979), « médiactivistes » (Cardon, Granjon, 2013) et journalistes œuvrant dans des médias « alternatifs » politiquement situés. En revenant aux conditions de production de l'événement politique en ligne, nous ambitionnons ici de décrire les interrelations entre, d'une part, les capacités d'autonomisation médiatique d'une certaine communication militante en ligne et, d'autre part, certaines pratiques du travail journalistique « engagé » que l'on trouve sur Internet. Au moyen d'entretiens semi-directifs menés avec une sélection d'acteurs de Sivens, qui nous ont permis d'objectiver leurs trajectoires militantes et journalistiques, leurs représentations politiques ainsi que leur positionnement au sein et vis-à-vis du fonctionnement de la sphère médiatique, nous avons pu retisser le fil des interactions et jeux de positions qui caractérisent ce réseau informel d'acteurs parties-prenantes de la médiatisation de l'opposition au barrage.

La formation d'un tel réseau est cependant d'abord rendue possible dans la continuité d'un contexte politique et technologique précis, qu'il nous faut restituer. Ce contexte est, d'abord, intimement lié à la séquence altermondialiste, avant de s'ancrer dans la trajectoire singulière de la controverse du barrage. Sur ce terrain, la médiatisation est un phénomène que les acteurs étudiés appréhendent très diversement. Cette conception différenciée des relations à entretenir, notamment, vis-à-vis du champ journalistique, constitue une opportunité pour certaines entreprises de presse appartenant à ses marges. Elle permet, ensuite, entre « journalistes » et « militants », de voir s'établir un faisceau de relations hors ligne et d'interactions en ligne, constitutives de cette arène publique hétérogène d'acteurs (Cefai, 2016). En dépit de leurs différences, ces producteurs info-communicationnels ont bel et bien opéré une division originale du travail médiatique, dont nous allons analyser les modalités ici.

DE LA CRITIQUE ALTERMONDIALISTE DES MÉDIAS AUX TRANSFORMATIONS DU CHAMP JOURNALISTIQUE

Pour toile de fond, il est important de rappeler ici que les mouvements écologistes et altermondialistes ont précocement fait l'expérience d'un répertoire d'action médiatique performant. A titre d'exemple, l'ONG Greenpeace s'est faite experte du recours tactique aux médias. Pour Sylvie Ollitrault (1999), cette ressource relève du marqueur identitaire et fonctionne comme une signature des écologistes. De son côté, le mouvement des États non-alignés à l'origine de l'altermondialisme cherche à réunir les conditions d'une « auto-détermination culturelle et d'une autonomie médiatique » (Cardon, Granjon, 2013, p.51) selon deux perspectives critiques. Tout d'abord, la visée « contre-hégémonique » conteste les monopoles traditionnels de l'information. Les entreprises de presse sont jugées responsables de la mauvaise hiérarchisation des thèmes de l'agenda politico-médiatique, tant elles seraient « aux ordres » du pouvoir capitaliste. Dès lors, le développement d'un potentiel d'autonomie médiatique a pour but de contrecarrer le cadrage médiatique dominant des conflits sociaux. Il vise à libérer les mobilisations de leur dépendance à la presse, en décentralisant la production d'informations. La seconde perspective critique est dite « expressiviste ». Elle se formalise en réaction à des couvertures médiatiques marginalisant structurellement le point de vue de certaines populations, qui se trouvent alors balkanisées du débat public. Le champ journalistique est ici perçu comme le *gatekeeper* sélectionnant les sujets qui auraient le droit de pénétrer l'espace du visible, puis du registre public, tout comme celui d'y rester. Le potentiel d'autonomie médiatique escompté par les altermondialistes se destine alors à donner la parole à ceux qui en seraient dépourvus, tout en leur permettant de délivrer leurs propres perceptions des problèmes publics (Cardon, Granjon, 2013). Le développement des dispositifs socio-techniques d'Internet a permis la déclinaison de ces perspectives contre-hégémoniques et expressivistes. L'Internet-militant a gagné en structuration avec l'altermondialisme sur le modèle puis les avatars d'*Indymédia* (Blondeau, Allard, 2007) alors que, de nos jours, les réseaux socionumériques continuent d'en démultiplier les applications (Gerbaudo, 2012 ; Milan, 2015 ; Mabi, 2016)².

Toutefois, la critique altermondialiste des médias a également gagné un champ journalistique en quête de re-légitimation et soumis à une pression économique grandissante. L'apparition de certains *pure-players* d'informations en ligne en constitue la concrétisation. Ces médias en ligne - ou les journalistes professionnels qui y œuvrent - revendiquent des modèles économiques en rupture avec ceux de la presse dominante.

En France, ils proposent des lignes éditoriales profitant de l'élargissement de l'offre d'information disponible en ligne (Marty et al., 2012), entrant ainsi en conflit avec la dépolitisation des titres de presse observée avec le tournant de la rigueur de 1981 et le rétrécissement du « pensable en politique » (Juhem, 2001, p.186). Ils valorisent l'investigation au plus près du terrain et intègrent la participation des profanes dans la chaîne de production de leur information (Rebillard, 2011). Ces *pure-players* journalistiques constituent une opportunité pour des professionnels désireux de se libérer du carcan normatif d'une neutralité-objectivité en décalage avec leur conception identitaire et pratique du métier (Lévêque, 2010). Ces mêmes journalistes espèrent non pas occulter leurs engagements politiques mais pouvoir, au contraire, en assumer pleinement les caractéristiques dans l'exercice journalistique, tout en répondant « en actes » à cette critique des médias dont ils partagent au moins partiellement les motifs. Enfin, ils s'investissent dans de tels projets éditoriaux pour contribuer à la reconnaissance politique de certaines thématiques, tant celles-ci voient leur portée subversive neutralisée par le champ journalistique lui-même. Cela concerne notamment le thème du changement climatique, pour lequel les « points de vue invitant à discuter ouvertement de la portée écologique de l'ordre social capitaliste sont encore loin de bénéficier de tribunes régulières dans les médias généralistes nationaux » (Comby, 2015, p.211). Un changement climatique qui bénéficie, de même, d'une surface rédactionnelle sous tension (Comby, Romanel, 2012).

Comme nous allons le voir, cette configuration médiatique et politique incite les militants étudiés à *communiquer* sur Internet, mais également aux journalistes de cette étude à s'engager *journalistiquement* dans des entreprises de presse « natives » du web. Ces derniers travaillent par exemple pour *Mediapart*, qui revendique son indépendance économique, pour un site « dépourvu de publicité »³ et ouvert à la participation des internautes, au sein de son espace intitulé *Le Club de Mediapart*. Les journalistes et militants peuvent travailler ou se rapprocher de *Reporterre*, un média « empathique avec les mouvements écologiste, altermondialiste et alternatif »⁴. Ils peuvent enfin s'investir *dans* ou *autour* de médias autoproduits, comme *Taranis News*, dont le créateur, Gaspard Glanz, revendique l'appartenance pleine et entière au champ journalistique. Ce média, parfois qualifié « d'agence de presse », est connu pour filmer au plus près les instants de conflictualité qui font irruption dans l'espace public (ZADs, black-blocs, Gilets jaunes, etc). Rapporté à Sivens, cet écosystème bigarré mais se structurant, depuis les années 1990, entre univers de militance et journalisme, constitue une opportunité pour la visibilité et la publicisation de la mobilisation.

À SIVENS : LES RAPPORTS À LA PRESSE, UNE CONTROVERSE EN SOI

L'opposition au barrage de Sivens (2012-2015) se configure avec la réouverture d'un projet d'ouvrage datant des années 1970. Principalement porté par le Conseil général du Tarn - tout en étant pensé pour servir également les départements limitrophes - il implique la destruction d'une forêt de Sivens qui abrite elle-même la zone humide du Testet, refuge de 94 espèces animales protégées et de 353 types de plantes vasculaires. Son but avancé est de permettre le maintien du débit d'étiage de la rivière du Tescou et la dilution des pollutions d'une laiterie industrielle pourtant aux normes. En réalité, le barrage de Sivens vise principalement à soutenir l'agriculture intensive d'une trentaine de producteurs. Composé d'écologistes locaux, un premier groupement d'opposants (le collectif « Testet ») utilise le répertoire expert-légaliste des écologistes (Ollitrault, Villalba, 2014) pour contester la pertinence de la solution du barrage au problème de l'irrigation. Il souhaite briser la clôture du champ politique en revendiquant le droit de participer à la conception de cette politique publique. Ses propositions visent par exemple à sécuriser les productions des agriculteurs locaux en signant des contrats de longue durée avec les collectivités territoriales ou mettre aux normes les retenues collinaires existantes autour de la rivière concernée. Alors que des recours en justice sont déposés, la détermination du Conseil général du Tarn s'intensifie. Avec l'imminence des travaux sur place, un second groupement informel (le collectif « Tant qu'il y aura des bouilles ») prend forme. Il prône l'action directe, la désobéissance civile et précisément, l'occupation des lieux. Ce collectif s'appuie sur des militants aux profils sociopolitiques plus « écopunk » (Hein, Blake, 2016) en activant notamment ses connexions avec les autres luttes contre les « GPII », principalement celle de Notre-Dame-des-Landes. La ZAD du Testet naît. Entre technologie de lutte pragmatique visant à stopper physiquement les travaux et « utopie réelle » (Olin Wright, 2017) s'autonomisant progressivement des termes intrinsèques du conflit pour construire une alternative politique intégrale, anticapitaliste, « ici et maintenant » (Johnsua, 2015), la ZAD enclenche un autre rapport de force avec la puissance publique. Les journalistes étudiés, qui appartiennent aux « marges » du champ, interviennent à partir de la construction de la ZAD, puis au fil d'une controverse qui ne cesse de se brutaliser, avec les cycles d'expulsion-réoccupation du campement, les affrontements avec les forces de l'ordre et les populations soutenant le projet, l'obscur mort de Rémi Fraisse le 26 octobre 2014, jusqu'à l'abandon du projet initial de barrage au début de l'année 2015. En ce qui nous concerne, ces deux collectifs en lutte entretiennent

un rapport diversifié à la médiatisation en général, et, plus spécifiquement, à la presse.

À son démarrage, la médiatisation de la mobilisation contre le barrage de Sivens reste confinée à son aire tarnaise et ne suscite pas un grand intérêt de la part de la presse instituée. Or, lorsque c'est le cas, les militants vivent mal la couverture médiatique qui est faite du mouvement. Les reportages de *La Dépêche du Midi* sont ainsi majoritairement jugés défavorables par le collectif « Testet » et le collectif « Tant qu'il y aura des bouilles ». En entretien, les militants insistent sur son entreprise permanente de légitimation du projet, à travers des articles accordant la primauté aux sources institutionnelles officielles et marginalisant des opposants, réduits, selon eux, à des agitateurs d'extrême-gauche. Chez les militants, cette expérience malheureuse de la couverture médiatique de *La Dépêche du Midi* se conjugue avec la critique de ses organisation et fonctionnement. A leurs yeux, en effet, le journal est avant tout la propriété de Jean-Michel Baylet, président-directeur général du groupe de presse et cadre historique du Parti Radical de Gauche (PRG). Cette formation partisane doit être perçue comme un soutien organique aux politiques publiques territoriales (Bousquet, 2014). Or, dans ce cas précis, la collusion entre champ politique local et presse quotidienne régionale n'est pas un fantasme : il existe un « interventionnisme fréquent » de la part d'élus du Tarn-et-Garonne, « qui relisent les articles les plus sensibles ou les écrivent directement » (Bousquet, 2014, p183). Souscrivant à cette idée qui semble, au fond, de notoriété quasi-publique au local, les militants cherchent à trouver des marges d'autonomie médiatique pour contester les cadrages favorables au projet, tout en organisant l'action collective, comme le prouvent le développement de sites Internet militants⁵, de groupes Facebook⁶ et de vidéos « auto-médias »⁷.

Cette autonomisation vis-à-vis du champ journalistique ne se réalise toutefois que partiellement : si les collectifs en lutte concèdent, non sans conflit éthique, à créer des espaces numériques pour contrôler leur communication, ils entretiennent un rapport variable - et malgré tout, hétéronome - au champ de la presse. Celui-ci a catalysé les divergences internes de la mobilisation, des finalités projetées aux répertoires d'actions à utiliser.

Le collectif « Testet » opte tout d'abord pour la sollicitation des médias institués (locaux, nationaux) dans l'optique de faire connaître ses griefs. Il cherche à intéresser la presse en produisant des événements en forme de « manifestations de papier » (Champagne, 1990). Ce stratagème résulte de la pleine intégration des contraintes inhérentes au travail journalistique (Marchetti, 1998) :

« C'est un peu ce que j'ai apporté, on va dire en termes de communication. Au tout début, ça a été de faire des petites actions visuelles [] à chaque fois c'est l'occasion de proposer aux journalistes de venir. Bon, France 3, c'était mon expérience, ils viennent rarement à une conférence de presse parce qu'une conférence de presse c'est pas visuel. [] Lorsqu'on était là pour faire une déclaration à la presse ou juste remettre un rapport, ils ne venaient pas, parce qu'ils ne voulaient pas juste montrer des gens autour d'une table, quoi. Et donc moi je proposais d'organiser des actions spécifiques, avec des images » (Ben Lefetey, porte-parole du collectif « Testet »).

Combinée à l'expertise du collectif sur le projet, l'objectif du porte-parole du collectif « Testet » vis-à-vis des médias est bien d'ériger son groupement en « définisseur primaire » (Hall et al, 1978) capable d'influencer la retranscription ou la couverture de l'événement. Bien que cette tactique se soit révélée payante pour les membres de ce premier collectif, elle a toutefois provoqué de sérieux remous au sein de l'ensemble de la mobilisation, puisque la fonction de porte-parole au contact des médias entre en contradiction avec le principe d'un pouvoir collectif partagé :

« Une fois y'avait une AG qui était vachement importante qui avait lieu devant le Conseil général et Ben avait rendez-vous à Toulouse pour FR3. Il s'est fait incendier ! Il y a des gens qui lui en voulaient énormément, 'tu préfères aller faire les médias pour ta gueule ! ' [...] J'étais à l'AG du coup c'était hyper-tendu » (Yannis Youlountas, cinéaste et philosophe).

Dans les faits, le rejet d'une stratégie visant à s'appuyer sur la médiation journalistique d'abord locale puis nationale prend appui sur une lecture réifiée du champ journalistique, perçu comme une « caste », et dont l'intime disparité est niée au moyen d'une « métaphore anthropomorphiste » et d'une « représentation substantialiste » qui en font une entité régie selon des contraintes et des logiques uniques (Nollet, 2009). Cette représentation du champ journalistique persiste avec le durcissement du conflit, puis l'arrivée de militants venus de Notre-Dame-des-Landes, très hostiles aux entreprises de presse⁸. Toutefois, les militants de l'opposition au barrage, dans leur diversité, continuent d'entretenir des relations très diverses avec la presse : lorsque la défiance est « totale », elle provoque l'interdiction des journalistes sur la ZAD. Quand elle s'apparente davantage à de la méfiance, elle incite les militants-occupants à y accompagner les reporters, comme pour contenir le risque d'un cadrage défavorable sur la vie de la mobilisation. De leur côté, les militants du collectif « Testet » ont tenté d'entre-

tenir un rapport de proximité durable avec la presse, notamment locale. Ils jouent plus systématiquement la carte de l'interconnaissance avec les journalistes, et s'évertuent à poser un regard critique sur chacune de leurs productions, en s'efforçant de rompre avec une lecture *a priori* et continûment négative de leur activité. Pour les militants, ce travail relationnel consiste à se donner en source accessible. L'objectif affiché est de bénéficier d'une couverture factuelle ou, du moins, qui ne serait pas constamment défavorable.

Au cours de la mobilisation, ce nuancier de relations entretenues vis-à-vis des médias est l'objet de dissensions qui se réactivent constamment, et dont la ZAD constitue la parfaite cristallisation. D'un côté, de nombreux occupants considèrent que la zone à défendre doit conserver une certaine étanchéité à l'égard du monde extérieur au nom de l'adhésion au corpus idéal de l'autonomie. Or, pour d'autres militants, la ZAD suscite un tel intérêt journalistique qu'elle laisse entrevoir de puissants subsides médiatiques, directement exploitables dans le cadre général de la lutte contre le projet. De nouveau, chez le porte-parole du Collectif « Testet », on retrouve ici la pleine compréhension d'un champ journalistique tributaire d'une certaine spectacularisation de l'information :

« Notre stratégie pendant le chantier, c'était de faire venir des journalistes, pour qu'ils puissent voir le saccage sur place. Parce que les journalistes dès l'instant où il y avait l'occupation, le chantier, les gendarmes, etc., s'ils venaient discuter même de fond avec nous, ils voulaient être sur place, normal, à Sivens, prendre des images de la ZAD » (Ben Lefetey, porte-parole du collectif « Testet »).

L'ARRIVÉE DE « MÉDIAS ALTERNATIFS » COMPATIBLES AVEC LA MOBILISATION

Comme un écho de l'actualité de Notre-Dame-des-Landes, la ZAD du Testet est ainsi *newsworthiness* en soi. Cependant, aux yeux des journalistes engagés travaillant pour des *pure-players* et s'intéressant progressivement au conflit, elle est également intéressante à couvrir sous l'angle du contre-cadrage médiatique voire du contre-champ journalistique. Comme l'explique l'un de nos enquêtés :

« [La ZAD] Qu'est-ce-que c'est ? Qui sont-ils ? [...] Et bien moi je vais prendre cette question, la poser dans la ZAD pour les gens qui n'iront jamais à la ZAD parce qu'ils ont peur, mais qu'ils ont envie de savoir. Parce que, qu'est-ce que disent les médias traditionnels qui montrent les

mecs de dos, floutés ou qui y vont en caméra cachée avec des gens filmés à leur insu, et ça, c'est dégueulasse » (Frédéric Scheiber, photjournaliste indépendant).

La conflictualité grandissante sur place attire en effet de nouveaux reporters et complexifie le jeu de sa médiatisation. L'installation de l'occupation et la construction de la ZAD font intervenir *Reporterre* et *Taranis News*. Par le biais de son espace blog *Le Club de Mediapart*, le média d'Edwy Plenel est investi par des militants avec le début des travaux de déboisement, avant que des professionnels de la rédaction ne s'y penchent, dans la foulée ; nous y reviendrons. De fait, qu'il s'agisse d'une contribution participative des militants à ces journaux en ligne ou d'une proximité relationnelle avec leurs journalistes sur place, les occupants de la ZAD du Testet interrogés avancent généralement l'argument de l'affinité politique. Mais ils peuvent aussi apprécier la manière dont leurs rédactions neutralisent ce qui est perçu comme des biais dans la production de l'information :

« Avec les médias alternatifs, on a moins de méfiance qu'avec les 'merdias' comme on peut les appeler. Je ne dis pas que les journalistes des merdias ne font pas leur travail, seulement après c'est pas eux qui ont la décision de diffusion de leur article et ils n'ont pas la pleine maîtrise de leur contenu. [...] Du coup avec les médias alternatifs on n'a pas cette méfiance là et la communication est beaucoup mieux, parce qu'on sait que ce qui va être publié se rapprochera vraiment de ce qu'il se passe » (Rico, militant, ZAD).

Du côté des journalistes de notre enquête, s'ils disposent de représentations politiques en commun avec les militants rencontrés à Sivens (intérêt de longue date pour les mobilisations altermondialistes, engagements anticapitalistes privés, focalisation sur le thème des « violences policières »), cette proximité est également travaillée *in situ*. Elle survient aussi bien « hors ligne » qu'« en ligne ».

HORS LIGNE, DE LA PROXIMITÉ À LA COMPLÉMENTARITÉ

Les journalistes étudiés ont su jouer finement sur le registre de la proximité avec les militants. Ils cherchent à entretenir des relations de confiance avec l'opposition sur place. Bien sûr, certains d'entre eux ont l'habitude de travailler sur les mouvements sociaux et y ont pleinement intégré les manières « d'être aux sources ». Mais, à Sivens, d'autres journalistes font l'apprentissage d'une remise en cause de la verticalité

que leur statut peut introduire en interaction. Chez Grégoire Souchay (*Reporterre*), la proximité advient progressivement par le biais de son travail d'enquête au long cours (plus de 40 articles), pour un journal en ligne apprécié sur place pour son engagement écologiste. Par ailleurs, les articles de *Reporterre* ont participé à l'activation de l'engagement de certains acteurs, preuve que les productions journalistiques ont le pouvoir d'influer concrètement sur la dynamique même des mobilisations :

« J'y retourne en février [...] et là je rencontre des gens qui sont venus sur place parce qu'ils ont lu un article de Reporterre. C'était le mien. Là je commence à sentir qu'il y a quelque chose qui se joue, une affinité qui se crée avec ces personnes » (Grégoire Souchay, Journaliste à *Reporterre*).

D'autres leviers de sociabilité ont été activés par les journalistes. Ils prennent parfois la forme d'ajustements voire de réparations symboliques sur zone. Cela peut notamment concerner les relations entretenues avec les militants « auto-médias » qui filment les événements, généralement d'abord dans une optique défensive en cas de procès (Nez, 2015), même s'il arrive que ces contenus soient publiés sur Internet. En tout cas, cet enrichissement des rôles médiatiques constitue une occasion pour les journalistes et militants de travailler à la (re)définition du contrat qui les lie traditionnellement. Sur zone, des pratiques dérivent des interactions, entre échanges de techniques et de contenus photographiques. Aux yeux des acteurs, cette cohabitation pouvant aller jusqu'à la coopération relève d'une nécessaire division du travail médiatique au sujet de la vie de la ZAD :

« S'il n'y avait que moi qui racontais la lutte, ça aurait été terrible pour les gens. Parce qu'il y a une richesse démentielle de la vie au quotidien, des petits rendez-vous de telle plantation, de tel truc, que moi je ne peux rendre compte, je ne peux pas écrire un article tous les jours sur Sivens, donc heureusement qu'il y a un auto-média. [...] C'est vraiment des échelles complémentaires, je le vois vraiment comme ça » (Grégoire Souchay, Journaliste à *Reporterre*).

Aux yeux de Grégoire Souchay, la relation nouée avec les auto-médias est porteuse. Le journaliste met en valeur l'originalité du rapport que ce type de militants-communicants entretiennent au conflit, ainsi que les affinités cognitives qui, précisément, les rapprochent des journalistes :

« Les auto-médias, comme dans une lutte étudiante, tu te retrouves rapidement face au porte-parole ou au mec qui s'occupe de faire

les tracts. Parce que c'est les intermédiaires, c'est les gens qui font les liens et c'est beaucoup plus facile de discuter avec un auto-média qui a conscience de comment transmettre une information plutôt qu'avec quelqu'un qui est là pour des raisons purement idéologiques » (Grégoire Souchay, Journaliste à *Reporterre*).

Concrètement, bien qu'ils n'aient pas tout à fait les mêmes visées, les contenus produits par les militants auto-médias et journalistes étudiés se conjuguent : les vidéos auto-médias permettent aux journalistes absents du théâtre de certaines opérations d'enrichir leur compréhension des situations. Ils peuvent aussi être insérés directement dans le corps de certains articles⁹ :

« Ce sont des matériaux très précieux. [...] Quand on rencontre les gens sur place, et qu'on arrive a posteriori comme c'était le cas sur Sivens, on demande vraiment aux gens qui ont filmé si c'est possible de voir les films » (Louise Fessard, journaliste, *Mediapart*).

Enfin, cette proximité peut s'apparenter à du don contre don. Il faut dire que certains journalistes rencontrés vivent assez mal l'asymétrie qui les conduit à demander une information auprès des sources (ce qui requiert donc un certain investissement) sans « rien donner en retour »¹⁰. Le travail journalistique peut donc également consister à réduire cette dissymétrie, en cherchant les moyens de gratifier ces militants parties-prenantes du produit médiatique. Certains journalistes tirent des rétributions symboliques (Gaxie, 1977) de cette sociabilité co-productive :

« Le documentaire que j'ai fait sur Sivens. Je l'ai montré avant de partir aux zadistes. [...] Et je leur ai pas dit, genre : 'vous me donnez une validation ou pas', je leur ai montré avant de le sortir, tu vois. [...] Ils étaient tous contents et j'en étais vraiment fier » (Gaspard Glanz journaliste, *Taranis News*).

La réciproque est alors tout aussi valable. Le film de la militante Roxane Tchegini sur Sivens, *La Résistance respire*¹¹, réalisé à partir de fragments vidéo d'auto-médias, renverse le rapport transactionnel des relations journalistes-sources. En effet, son documentaire, qui rappelle le projet du cinéma d'intervention sociale, mobilise certaines images de *Taranis News*. Mais le film convoque également le point de vue et la légitimité de Grégoire Souchay, qui apporte son éclairage rétrospectif sur les événements. Pour la réalisatrice, une telle apparition du journaliste - l'intervieweur devenant l'interviewé - permet de cautionner le propos du documentaire et d'en alléger la charge polémique :

« Grégoire Souchay [...] c'est un professionnel aussi, il s'exprime très bien, il est journaliste. Ces deux personnes [le journaliste et un maire engagé contre le projet], ils permettent d'aller diffuser le film et de le rendre audible par un plus grand nombre de personnes. [...] Et le fait que ce soit eux qui concluent un petit peu, ils démarrent et ils concluent, ils encadrent la légitimité, pour que ce soit audible par le plus grand nombre de personnes » (Roxane Tchegini, auto-média).

EN LIGNE, DE L'INFLUENCE À LA CONCENTRATION

Cette horizontalisation des relations entre acteurs médiatiques se produit également en ligne. À ce titre, sur le terrain de Sivens, les sites internet de communication militante ont été régulièrement consultés par les journalistes étudiés. Ces dispositifs socio-techniques ont donc rempli leur mission « d'influence ». Tout d'abord, le site du collectif « Testet », vitrine de sa contre-expertise du barrage, a constitué une ressource centrale pour les journalistes souhaitant fouiller le dossier de la controverse et comparer les argumentaires de ses différentes parties prenantes. Bien qu'après coup, la pratique n'aille pas sans questionner le journaliste Grégoire Souchay, le site du collectif légaliste gagne ainsi la bataille de la « définition primaire » (Hall et al., 1978). Le haut niveau de complexité technique du projet explique en partie cette situation. Mais elle est également rendue possible par l'écart qui existe entre le refus du département du Tarn de communiquer les pièces du dossier et le principe de la transparence régissant l'actualisation du site internet militant :

« Le site du collectif Testet à un moment je m'en servais pas mal comme source d'expertise. Pour répondre à des questions comme : c'était quoi la contenance du barrage dans la version 2001 ? Comme ce que font beaucoup de collectifs militants et c'est très appréciable, ils publient tous les documents, les rapports d'experts, et tu sais que ce sont des documents qui ne sont pas altérés, y'aurait même pas l'idée de modifier un document. [...] J'avais tout en main. Mais j'aurais peut-être dû, même s'il n'y avait pas d'erreur [...], aller pointilleusement les emmerder sur telle ou telle phase de tel truc. Le problème c'est que je me retrouvais face à des gens qui connaissaient souvent beaucoup mieux le sujet que moi » (Grégoire Souchay, journaliste, *Reporterre*).

Le site du collectif « Testet » n'est toutefois pas le seul à avoir rempli sa mission de relation presse. La

communication militante du collectif « Tant qu'il y aura des bouilles », qui rapporte l'actualité de la ZAD, permet aux journalistes de prendre le pouls de la situation, tout en se trouvant à distance. En conséquence, la communication militante en ligne peut permettre de travailler la nature des relations qui associent traditionnellement les journalistes et leurs sources : par cet outillage, il n'est plus seulement question d'essayer d'attirer les journalistes, mais bel et bien de se constituer en ressource incontournable, continue et en prise pérenne avec les événements, que le journaliste devra nécessairement consulter s'il veut travailler sur le sujet :

« [Les sites Internet militants sont utilisés] pour faire de la documentation. Avant de partir sur un endroit, lorsque j'ai l'opportunité de le faire, j'aime bien avoir une pré-idée de ce que je peux trouver, et donc je lis aussi bien la presse habituelle que de la presse militante pour avoir une idée de ce qui se dit là-bas, quoi » (Camille Polloni, journaliste, ex-*Rue89*).

À noter qu'un conflit comme celui du barrage de Sivens fonctionne aussi comme un moment propice à la désinformation, aux fantasmes et rumeurs. À ce sujet, les deux sites internet militants ont pu s'adonner à un certain « *fact-checking* » utile au travail journalistique. Cette pénétration avancée de la communication militante dans le travail journalistique peut avoir des conséquences. Elle peut influencer la constitution de l'agenda médiatique lui-même :

« Parfois on est alerté par des informations qui viennent de sites comme *Rebellyon* à Lyon qui est assez fiable dans sa manière de présenter les événements. Ça m'est déjà arrivé de partir en reportage à Lyon parce qu'il y avait eu un article sur *Rebellyon*. [...] Que l'article soit complet ou vérifié ou pas, en tout cas ça donne une première idée qu'il se passe quelque chose et que ça peut être intéressant d'aller voir » (Camille Polloni, journaliste, ex-*Rue89*).

Cette division du travail médiatique peut toutefois prendre d'autres atours. Le fonctionnement de *Mediapart* en atteste. En effet, le cas de Sivens illustre bien les retombées journalistiques de la participation, ainsi que l'horizontalisation des relations à l'œuvre entre journalistes et contributeurs extérieurs à la profession. Posté sur *Le Club de Mediapart* en date du 9 septembre 2014¹², le billet de l'universitaire Geneviève Azam attire l'attention de la journaliste Jade Lindgaard. Ceci constitue le point d'établissement d'un certain « réseau *Mediapart* » particulièrement central pour la mobilisation. Suite à la parution du billet de l'économiste toulousaine, la journaliste en charge des questions écologiques se penche sur la

contestation qui nous concerne. Elle écrit son premier article sur la contestation dix jours plus tard (19 septembre 2014)¹³. Quant au premier billet de la militante Hélène Duffau, celui-ci date de la même période (15 septembre 2014)¹⁴. Très productive au sujet de Sivens (une vingtaine de contributions), cette opposante locale au barrage a notamment incité l' élu régional Guillaume Cros à y écrire lui-même¹⁵ : on relève alors l'enclenchement d'un certain engrenage éditorial qui hisse progressivement *Mediapart* en place forte médiatique de l'événement politique, suivant une forme d'élection du média répondant au fond à la phrase : « c'est ici qu'il faut contribuer ». Par conséquent, les investissements croisés du *Club de Mediapart* et de l'espace « journal » (réservé aux professionnels de la rédaction) convergent au sein d'un même mouvement info-communicationnel. Tout porte à croire que la prise de conscience réciproque du volume grandissant de contributions militantes et journalistiques au sein du média a incité les différents acteurs à s'y concentrer, s'y lire et s'y relayer, y prononçant ainsi le caractère centrifuge.

Il faut dire que la journaliste Jade Lindgaard a une manière particulière de composer avec cette participation interne au site. Seule en charge des questions écologiques chez *Mediapart* au moment de notre enquête, la professionnelle reçoit de très nombreuses informations qui pourraient faire l'objet d'un traitement journalistique dans l'espace « Journal ». En incapacité de tout traiter, elle utilise alors *Le Club* comme une antichambre pour partager la médiatisation des initiatives et des conflits relatifs au climat, à l'environnement, au développement durable, etc :

« Je suis toute seule pour travailler sur tous ces sujets, ça fait des impasses monstrueuses, très régulièrement je suis contactée par des collectifs, des associations, [...] je ne peux pas faire d'enquête ou de reportage, et ben je leur propose de s'abonner ou je les abonne, et je leur dis : 'tenez un blog', 'racontez dans un blog' [...]. Je l'utilise comme ça en fait. [...] Les gens écrivent bien évidemment ce qu'ils veulent, mais simplement ça me permet, d'une certaine manière, de partager avec eux la couverture de sujets, même si moi je n'aurais pas écrit de la même manière » (Jade Lindgaard, journaliste, *Mediapart*).

Ce partage original dans la couverture des événements, rappelant l'analyse d'Axel Bruns (2008) sur la transformation du rôle de certains journalistes moins *gatekeepers* que *gatewatchers*, concrétise le contrat qui lie la rédaction de *Mediapart* avec ses lecteurs-contributeurs. Elle permet de faire advenir la communauté intellectuelle escomptée lors de la création du site¹⁶. Car si *Le Club de Mediapart* constitue en définitive

l'occasion de mettre le lecteur au travail (Canu, Datchary, 2010), il permet aussi de bonifier les relations entre les journalistes et leurs sources :

« Ça m'aide aussi plus généralement parce que ça aide à créer une relation de confiance avec des militants qui ont souvent un rapport de rejet très fort vis-à-vis des médias et des journalistes et, parce qu'ils ont en gros très souvent tribune ouverte dans notre journal, et même si c'est *Le Club*, du coup, ils se considèrent en familiarité avec notre site » (Jade Lindgaard, journaliste, *Mediapart*).

Cependant le rôle de la journaliste ne s'arrête pas à inviter les acteurs-militants à ouvrir un blog et à déléguer le relais des événements dont elle ne peut assurer elle-même la pleine couverture. Ainsi, de manière active, elle assure une certaine coordination de la visibilité du travail des contributeurs, en lien étroit avec les webmasters du site. Ce travail caractérise là aussi une forme de rupture, pour une journaliste moins obnubilée par son autonomie professionnelle que soucieuse de verser plutôt dans la « co-production d'événements médiatiques et protestataires » (Chambru, 2015) :

« À chaque fois qu'ils publient un billet, ils m'envoient un mél : 'On a publié ce billet, si ça t'intéresse, est-ce que tu peux le faire savoir pour que ça soit remonté ?' Parce que, évidemment, le gros enjeu c'est : qui passe en *home* ? Parce que les billets qui ne sont pas en *home*, ils sont invisibles du grand public. C'est la vitrine. [À la question d'un webmaster qui gère cette hiérarchisation] Je transmets aux deux personnes qui animent *Le Club* [...]. Moi je leur dis tel billet est intéressant et il remonte en *home* » (Jade Lindgaard, journaliste, *Mediapart*).

CONCLUSION

Si les « GPII » suivent la séquence altermondialiste, ce n'est pas qu'en vertu de leur réfraction des cadres d'injustices « alter » : ils poursuivent et concrétisent la critique des médias qu'elle a formulée dès la fin des années 1990. Depuis, la communication militante s'est renforcée avec les potentialités d'autonomie médiatique d'Internet et le développement des technologies de captation d'images. De son côté, une partie du champ journalistique a su endogénéiser la critique des médias et s'en saisir comme opportunité pour créer des journaux en ligne politiquement situés. En situation de controverse, comme ce fut le cas sur le théâtre de Sivens, cette configuration spécifique permet la rencontre d'acteurs médiatiques divers, travaillant *offline* / *online* à redéfinir leurs relations aussi

contrastées que contrariées. Cette reconfiguration - en forme de division du travail médiatique - participe à la fabrication et à la diffusion des cadres d'injustice de la mobilisation. Les militants de l'opposition au barrage de Sivens se sont partiellement affranchis de leur défiance à l'encontre des médias. Ils ont construit un tissu de relations à l'intensité variable avec la PQR, tout en multipliant les interactions avec des *pure-players* d'informations en ligne. Partageant des représentations politiques avec les journalistes et lignes éditoriales de *Reporterre*, *Mediapart*, *Rue89* ou *Taranis News*, ils ont échangé des informations et produit des contenus complémentaires, voire composites, qui ont permis à la mobilisation de gagner en visibilité au cœur de l'agenda médiatique.

Pour terminer, il nous semble que l'observation de ce type de division du travail permet de dépasser certaines prénotions circulant au sujet de la supposée « haine des médias » à l'œuvre au sein des mouvements

sociaux contemporains. Sur le terrain de Sivens, mais également sur celui, plus récent, des Gilets jaunes, une analyse des dynamiques éditoriales des espaces Facebook créés *ad hoc* par ces mobilisations permet de constater que la médiation journalistique y reste fortement — et paradoxalement — utilisée, par le levier des « partages ». La critique parfois virulente des médias cohabite donc avec l'instrumentalisation de leurs productions. Le travail journalistique conserve donc une légitimité et une valeur d'intelligibilisation, exploitée en guise d'appui pour décrire la réalité des événements. Bien que circonstancié, ce crédit accordé aux couvertures de la presse oblige à relativiser le manichéisme « anti-média » par lequel les mouvements contestataires se définissent parfois... Et ne sont, de manière croissante, que trop perçus.

Proposé le 16 décembre 2019

Accepté le 26 octobre 2020

NOTES

¹ Le label « GPII » a une dimension internationale. Comme l'explique un collectif d'auteurs, il « est initié en décembre 2010 lors d'une grande manifestation contre les projets de ligne à grand vitesse (LGV) réunissant plus de 15000 personnes à la frontière franco-espagnole, entre Hendaye et Irun. Sont alors présents des associations et mouvements d'oppositions français, espagnols et italiens qui signent pour l'occasion une déclaration commune dite "Charte d'Hendaye" proclamant que "les problématiques sur les transports étant partout les mêmes, [...] l'opposition dépassera donc désormais le cadre local pour devenir européenne" » (Milanesi et al., 2018, pp.23-24).

² Ces quelques références ne constituent bien sûr qu'une infime partie de la connaissance scientifique à ce sujet.

³ <https://www.mediapart.fr/charte-de-deontologie>

⁴ <https://reporterre.net/Qui-sommes-nous-8>

⁵ Voir notamment <https://www.collectif-testet.org/> et <https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/>

⁶ Voir par exemple : <https://www.facebook.com/groups/ZADTestet/>

⁷ Voir également : <https://www.youtube.com/watch?v=xsOsDUCI5o0>

⁸ Voir à ce sujet le texte suivant, intitulé « Salut à toi, petite merde ». Bien qu'il ait été ensuite condamné par les composantes de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ce texte n'en représente pas moins le mépris de certains acteurs pour les journalistes : <https://nantes.indymedia.org/articles/35927>

⁹ Voir par exemple <https://www.mediapart.fr/journal/france/300818/sivens-un-gendarme-sera-juge-pour-violences-aggravees?onglet=full>

¹⁰ Propos tenu en entretien par le photojournaliste Frédéric Scheiber.

¹¹ <https://www.youtube.com/watch?v=mLHp40MKaKU>

¹² <https://blogs.mediapart.fr/genevieve-azam/blog/090914/mais-armee-et-globalisation-c-est-le-barrage-du-testet-dans-le-tarn>

¹³ <https://www.mediapart.fr/journal/france/190914/barrage-du-tarn-ferme-des-mille-vaches-de-nouveaux-conflits-pour-le-developpement-durable?onglet=full>

¹⁴ <https://blogs.mediapart.fr/helene-duffau/blog/150914/barrage-de-sivens-lettre-ouverte-thierry-carcenac>

¹⁵ <https://blogs.mediapart.fr/gcros/blog/131114/il-faut-tirer-les-lecons-de-sivens-pour-que-tout-cela-n-arrive-plus>

¹⁶ https://static.mediapart.fr/files/u1/Le_Projet.pdf

BIBLIOGRAPHIE

- Audier S., 2017, *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte.
- Blondeau O., Allard L., 2007, *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Amsterdam Éditions.
- Bousquet F., 2014, « Pour une approche globale de l'information infranationale, Habilitation à Diriger des Recherches en Sciences de l'Information et de la Communication. » Université Toulouse 3 Paul Sabatier.
- Bruns A., 2008, « The Active Audience : Transforming Journalism from Gatekeeping to Gatewatching », in *Making Online News. The Ethnography of New Media Production*, New York, Peter Lang Publishing, pp. 171-184.
- Canu R., Datchary C., 2010, « Journalistes et lecteurs-contributeurs sur *Mediapart*. Des rôles négociés », *Réseaux*, n° 160-161, p. 195-223.
- Cardon D., Granjon F., 2013, *Mediactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Cefaï, D. (2016). « Publics, problèmes publics, arènes publiques... : Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30(2), pp. 25-64.
- Chambru M., 2015, « L'engagement protéiforme des militants et des journalistes dans les mobilisations informationnelles antinucléaires », *Sciences de la société*, n° 94, p.65-82.
- Champagne P., 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éditions de Minuit.
- Comby J.B, 2015, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'Agir, 256 p.
- Comby J.-B., Romanel V., 2012, « Un problème réchauffé ? Les changements climatiques dans les médias généralistes 2007-2011 », rapport de recherche, Paris, Institut français de presse de l'Université Paris II et GIS, « Climat, environnement et société ».
- Derville G., 1997, « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue française de science politique*, 47^e année, n°5, pp. 589-629.
- Dupuis-Déri F., 2005, « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage » in
- Agrikoliansky E., Fillieule O., Mayer N., (dir.) (2005) *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris, Flammarion, pp. 199-231.
- Gamson W., Modigliani A., 1989, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, 95 (1), pp. 1-38.
- Gaxie D., 1977, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27^e année, n°1, pp. 123-154.
- Gerbaudo P., 2012, *The tweets and the streets: Social Media and Contemporary Activism*, Londres, Pluto Press.
- Granjon F., 2001, *L'Internet militant, Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Apogée.
- Hall S., Crichton C., Jefferson T., Clarke J., Roberts B., 1978, *Policing the Crisis. Mugging the State and Law and Order*, Londres, MacMillan.
- Hein F., Blake D., 2016, *Écopunk. Les punks, de la cause animale à l'écologie radicale*. Le Passager clandestin.
- Johns F., 2015, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte.
- Juhem P., 2001, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, vol. 14, n°56, pp. 185-208.
- Lévêque S., 2010, « Introduction » in Lévêque S., Ruellan D., *Journalistes engagés*, Presses universitaires de Rennes, pp.9-16.
- Mabi, C., 2016, « Luttés sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours ». *Études de communication*, 47,(2), pp. 111-130.
- Marchetti D., 1998, « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites:l'exemple d'Act Up-Paris », *La politique ailleurs*, Presses Universitaires de France, pp. 277-297.
- Marty, E., Rebillard, F., Pouchot, S. & Lafouge, T., 2012, « Diversité et concentration de l'information sur le web: Une analyse à grande échelle des sites d'actualité français. » *Réseaux*, 176(6), pp. 27-72.
- McCarthy J. D., Zald M., 1987, *Social Movements in an Organizational Society*, New York. Transaction Books.
- Milan, S., 2015, « When Algorithms Shape Collective Action: Social Media and the Dynamics of Cloud Protesting », *Social Media and Society*, 1(2), <https://doi.org/10.1177/2056305115622481>
- Milanesi J., Sébastien L., Grisoni A., Pelenc J., 2018, *Résister aux grands projets inutiles et imposés – De Notre Dame des Landes à Bure*, Paris, Éditions textuel.
- Neveu É., 2011, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte.
- Nez H., 2015, « Des informateurs citoyens. Usages des images par les indignés espagnols », *Sciences de la Société* n°94, pp. 139-154.
- Nollet J., 2009, « Croiser analyse des politiques publiques et sociologie des médias : genèses et usages des concepts de mise à l'agenda et de construction des problèmes », Congrès de l'AFSP : « L'analyse des politiques publiques existe-t-elle encore ? ».
- Olin Wright E., 2017, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte.
- Ollitrault S., 1999, « De la camera à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes. », *Réseaux*, volume 17, n°98, Médias et mouvements sociaux. pp. 153-185.
- Ollitrault, S., Villalba, B., 2014, « 67. Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises », in Pigenet M. éd., *Histoire des mouvements sociaux en France: De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, pp. 716-723.
- Pleyers G., Glasius M., 2013, « La résonance des "mouvements des places" : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, 2, pp.59-80.
- Rebillard F., 2011, « Création, contribution, recommandation : les strates du journalisme participatif », *Les cahiers du journalisme*, n° 22/23, pp. 29-41.
- Sebbah B., 2017, « L'événement politique en ligne », *Sciences de la société*, n° 102, pp. 3-15.
- Tilly, C. 1993, « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 », *Social Science History*, 17(2), pp. 253-280.

RESUMÉ | ABSTRACT | RÉSUMO

Divisions du travail médiatique entre journalistes et militants, de l'altermondialisme à Sivens

The division of media work between journalists and activists: alter-globalization and opposition to the Sivens dam

Divisões de trabalho midiático entre jornalistas e ativistas, a alter-globalização em Sivens

Fr. Tiré de notre travail de thèse sur la médiatisation de l'opposition au barrage de Sivens sur Internet, cet article suit deux objectifs. Tout d'abord, il tente de réinscrire les mobilisations informationnelles contre les « Grands Projets Inutiles et Imposés » (GPII) dans leur contexte historique, politique, médiatique et technologique. En conséquence, à travers cette étude, nous revenons sur la genèse et la continuité du mouvement altermondialiste, avant de nous intéresser aux termes et aux modalités de sa critique du travail journalistique. En nous approchant progressivement des enjeux plus contemporains de Sivens, l'article se penche alors sur la pérennité de cette critique des médias, qui devient « critique en actes », avec la création puis l'enracinement de *pure-players* d'information en ligne explicitement politisés, en France. Ce cadre théorique et contextuel étant posé, l'article détaille ensuite le rapport problématique et paradoxal que les militants de notre enquête entretiennent vis-à-vis du champ journalistique. En effet, les acteurs de l'opposition au barrage de Sivens oscillent entre la mise en place de stratégies d'intéressement vis-à-vis des entreprises de presse et l'exploitation d'un potentiel d'autonomie médiatique en ligne (sites internet militants, réseaux socionumériques). Avec la couverture journalistique de la mobilisation par ces médias « de la critique des médias » situés à gauche du spectre politique, les relations entre acteurs évoluent sensiblement. L'article entre ainsi dans la boîte noire des interactions qu'ont entretenues les professionnels de l'information appartenant aux marges du champ journalistique, les entrepreneurs de cause et les média-activistes. Ces parties-prenantes de la médiatisation de la mobilisation ont ainsi cultivé « hors ligne » une proximité qui se décline « en ligne », suivant un mouvement de concentration info-communicationnelle. Autrement dit, l'article cherche à analyser les caractéristiques d'une certaine division du travail médiatique, entre militants-communicants et journalistes engagés, au cœur de l'événement politique en ligne.

Mots-clés : Sivens, altermondialisme, médias en ligne, critique des médias, division du travail médiatique.

En. Drawn from our thesis work on Internet media coverage of the Sivens dam opposition, this study has two objectives. First, it attempts to re-contextualize historically, politically, technologically and in the media information disseminated against *Grands Projets Inutiles et Imposés* (GPII) (Large, Useless and Imposed Projects). This study will go back to the birth and growth of the alter-globalization movement before focusing on definitions and methods in its critique of pertinent journalism. In culminating with the more current Sivens issues, the paper will study the sustainability of this type of media criticism, which becomes “critical in action,” (*critique en actes*) with the creation and subsequent entrenchment in France of explicitly politicized pure players of online news. After establishing the theoretical and contextual framework, the paper then lays out the problematic and paradoxical relationship activists in our study have with the journalistic field: opponents of the Sivens dam oscillate between strategies to garner press coverage and creating an autonomous online media presence (activist websites and social networks). Journalistic coverage of this movement (including media critical of media, which is situated left on the political spectrum) is significantly altering the relationship between actors. This paper thus enters the “black box” of interactions between news professionals from the fringe of the journalistic field, militants and media activists. These stakeholders in the mediatization of a cause have cultivated an “offline” closeness that is expressed “online,” reflecting the shift toward info-commu-

nicational concentration. In other words, the paper analyzes the characteristics of a certain division of media work (e.g., activist-communicators and socially-committed journalists) at the heart of an online political event.

Keywords: Sivens, alter-globalization, online media, media criticism, division of media work

Pt. Retirado de nosso trabalho de tese sobre a cobertura midiática da oposição à barragem de Sivens na Internet, este artigo segue dois objetivos. Em primeiro lugar, tenta registrar novamente as mobilizações de informação contra os “Grandes Projetos Inúteis e Impostos” (GPII) em seu contexto histórico, político, midiático e tecnológico. Consequentemente, por meio deste estudo, voltamos à gênese e à continuidade do movimento alter-globalista, antes de nos concentrarmos nos termos e métodos de sua crítica ao trabalho jornalístico. Aproximando-se gradativamente das questões mais contemporâneas de Sivens, o artigo examina a sustentabilidade dessa crítica midiática, que se torna uma «crítica em ação», com a criação e, posteriormente, a constituição de pure-players da informação online explicitamente politizados na França. Estabelecido esse quadro teórico e contextual, o artigo detalha a relação problemática e paradoxal que os militantes de nossa pesquisa mantêm com o campo jornalístico. Com efeito, os atores da oposição à barragem de Sivens oscilam entre a implementação de estratégias de incentivo às empresas de imprensa e a exploração de um potencial de autonomia dos meios de comunicação online (websites ativistas, redes sociais). Com a cobertura jornalística da mobilização por esses meios de comunicação de «crítica midiática» situados à esquerda do espectro político, as relações entre os atores estão mudando significativamente. O artigo entra, assim, na caixa preta das interações mantidas por profissionais da informação pertencentes às margens do campo jornalístico, empresários de causa e ativistas da mídia. Essas partes interessadas na midiatização da mobilização cultivam, assim, no “offline” uma proximidade que se expressa “online”, seguindo um movimento de concentração informacional-comunicacional. Em outras palavras, o artigo busca analisar as características de uma determinada divisão do trabalho midiático, entre comunicadores-ativistas e jornalistas comprometidos, no seio do acontecimento político online.

Palavras-Chave: Sivens, alter-globalização, mídia online, crítica da mídia, divisão de trabalho da mídia.

